

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé et à l'article 1^{er}, alinéa premier, de l'arrêté royal du 6 juillet 1997 portant création d'une Commission d'étude sur le sort des biens délaissés par les membres de la communauté juive de Belgique lors de leur déportation pendant la guerre 1940-1945, la dénomination de ladite commission est remplacée par la dénomination suivante :

« Commission d'étude sur le sort des biens des membres de la communauté juive de Belgique spoliés ou délaissés pendant la guerre 1940-1945. »

Art. 2. A l'article 2, alinéa 1^{er}, les nombres de 12 membres et, au cinquième tiret, de trois représentants, sont remplacés respectivement par 13 et par quatre.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 octobre 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het opschrift en in artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot oprichting van een Studiecommissie aangaande het lot van door de leden van de Joodse gemeenschap in België achtergelaten bezittingen bij hun deportatie tijdens de oorlog 1940-1945, wordt de benaming van bedoelde Commissie vervangen door de volgende benaming :

« Studiecommissie betreffende het lot van de bezittingen van de leden van de Joodse gemeenschap van België, geplunderd of achtergelaten tijdens de oorlog 1940-45. »

Art. 2. In artikel 2, eerste lid, worden het aantal van 12 leden en, bij het vijfde streepje, van drie vertegenwoordigers, vervangen door respectievelijk 13 en vier.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 oktober 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 2731

[C - 97/12771]

12 NOVEMBRE 1997. — Arrêté royal relatif au régime de subvention pour des projets concernant les 50 ans du droit de vote des femmes

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 37 de la Constitution;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'arrêté royal de 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 octobre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il est nécessaire que le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 1998 et qu'à cette date, les intéressés soient informés des exigences en matière d'octroi et de forme, des conditions, des règles de priorité et de la procédure d'instruction de la demande auxquelles doivent répondre les projets;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre qui a la politique d'égalité des chances dans ses attributions accorde des subventions à des projets relatifs aux 50 ans du droit de vote des femmes.

Art. 2. Pour pouvoir bénéficier d'une subvention, un projet relatif aux 50 ans du droit de vote des femmes doit remplir les conditions suivantes :

1° avoir un effet de promotion et de stimulation dans le domaine de l'émancipation sociale et politique et de la prise de conscience de la femme;

2° être introduit par une organisation qui a (entre autres) comme objectif de promouvoir l'émancipation sociale de la femme ou être introduit par un parti politique qui dispose d'un groupement féminin organisé et qui, dans son programme actuel, travaille dans le sens d'une égalité des chances entre hommes et femmes, ou être introduit par une commune;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 2731

[C - 97/12771]

12 NOVEMBER 1997. — Koninklijk besluit betreffende de subsidieregeling van projecten inzake 50 jaar vrouwenstemrecht

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 37 van de Grondwet;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, in het bijzonder artikelen 55 tot 58;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 oktober 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het noodzakelijk is dit besluit in werking te laten treden op 1 januari 1998 en dat tegen die datum de betrokkenen op de hoogte gesteld moeten worden van de toekennings- en vormvereisten, de voorwaarden, de voorrangregels en de aanvraagprocedure waaraan de projecten moeten beantwoorden;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten verleent de Minister die het Gelijke-kansenbeleid in zijn bevoegdheid heeft subsidies voor projecten betreffende 50 jaar vrouwenstemrecht.

Art. 2. Om in aanmerking te komen voor subsidiëring moet een project inzake 50 jaar vrouwenstemrecht de volgende voorwaarden vervullen :

1° een activerende en stimulerende werking hebben ten aanzien van de maatschappelijke en politieke emancipatie en bewustwording van de vrouw;

2° ingediend worden door een organisatie die (mede) tot doelstelling heeft de emancipatie van de vrouw te bevorderen of ingediend worden door een politieke partij die een georganiseerde vrouwenwerking heeft en die in hun huidig programma werken in de geest van gelijke kansen voor mannen en vrouwen of ingediend worden door een gemeente;

3° témoigner d'une qualité suffisante;

4° si le projet peut également bénéficier d'une subvention sur la base d'une autre réglementation nationale, communautaire ou régionale, l'organisation demanderesse doit d'abord avoir eu recours et épuisé cette autre voie. Un projet qui, sur la base de ces autres réglementations, ne donne pas lieu ou ne donne que partiellement lieu à une subvention, peut bénéficier respectivement de la totalité ou de la partie restante de la subvention.

Art. 3. Pour pouvoir être subventionnés en priorité, les éléments suivants sont également pris en considération :

1° les projets axés sur la stimulation de la prise de conscience politique de la femme;

2° les projets axés sur une participation accrue et plus effective des femmes à la vie politique;

3° les projets axés sur une participation accrue et plus effective des femmes à la prise de décision;

4° la portée et le rayonnement du projet;

5° la fonction de précurseur du projet et/ou son effet multiplicateur;

6° une répartition équitable de l'ensemble des projets subventionnés sur tout le pays.

Art. 4. La demande d'octroi d'une subvention à un projet, qui est introduite au cours de l'année 1998, doit être introduite par écrit auprès du Ministre chargé de la Politique d'égalité des chances. Cette demande doit être accompagnée des pièces requises attestant que le projet répond aux conditions imposées par les articles 2 et 3 du présent arrêté, ainsi que d'un budget détaillé mentionnant, entre autres, les éventuelles autres sources de financement.

Art. 5. Le Ministre chargé de la Politique d'égalité des chances détermine le montant de la subvention qu'il accorde au projet, compte tenu :

1° des caractéristiques du projet, à savoir :

a) la qualité du projet;

b) la portée et le rayonnement du projet;

2° du budget introduit par l'organisation demanderesse. Les frais qui peuvent faire l'objet d'une subvention portent sur :

a) les dépenses inhérentes au projet; elles sont subventionnées au maximum à 90 %;

b) les frais de fonctionnement en ce compris les frais liés à l'accomplissement de certaines missions par des experts et/ou des collaborateurs occasionnels, pour autant que ce soit nécessaire à la réalisation du projet; ces frais sont subventionnés au maximum à 75 %;

c) les frais de personnel; ceux-ci ne peuvent être subventionnés que dans des circonstances exceptionnelles et le cas échéant à concurrence de 50 % au maximum. Les circonstances exceptionnelles doivent être explicitées dans une demande de subvention dûment motivée.

Art. 6. L'organisation qui reçoit des subventions pour un projet relatif aux 50 ans du droit de vote des femmes doit, au plus tard trois mois après la fin du projet, faire parvenir un compte rendu du fonctionnement et un rapport financier au Ministre chargé de la Politique d'égalité des chances.

Art. 7. Immédiatement après la décision d'octroi des subventions du Ministre chargé de la Politique d'égalité des chances, la première tranche de trente pour cent des subventions accordées sera versée à l'organisation demanderesse. La deuxième tranche de trente pour cent sera payée à l'organisation demanderesse après introduction des pièces justificatives relatives à la première tranche. Le solde sera liquidé après introduction du rapport d'activité et du rapport financier.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998 et expire au 31 décembre 1998.

Art. 9. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, chargé de la Politique d'égalité des chances, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
chargé de la Politique d'égalité des chances,
Mme M. SMET

3° getuigen van een voldoende kwaliteit;

4° de indienende organisatie dient, indien het project eveneens in aanmerking komt voor subsidiëring, op grond van een andere nationale, gemeenschaps- of gewestregeling, eerst deze andere mogelijkheid tot subsidiëring aangesproken en uitgeput te hebben. Een project dat op grond van deze andere regelingen niet of slechts gedeeltelijk wordt gesubsidieerd, komt respectievelijk geheel of voor het resterende deel in aanmerking voor subsidiëring.

Art. 3. Om bij voorrang in aanmerking voor subsidiëring, wordt eveneens rekening gehouden met :

1° projecten gericht op het stimuleren van de politieke bewustwording van de vrouw;

2° projecten gericht op een grotere en meer effectieve deelname van vrouwen aan het politieke leven;

3° projecten gericht op een grotere en meer effectieve deelname van vrouwen aan de besluitvorming;

4° het bereik en de spreiding van het project;

5° de voorhoedefunctie en/of het multiplicator-effect van het project;

6° een redelijke spreiding over het land van het geheel van de gesubsidieerde projecten.

Art. 4. De aanvraag voor subsidiëring van een project dat plaatsvindt binnen het lopende jaar 1998 moet schriftelijk worden ingediend bij de Minister belast met het Gelijke-kansenbeleid. Deze aanvraag moet vergezeld zijn van de nodige stukken die het bewijs bijbrengen dat de projecten voldoen aan de vereisten zoals voorzien in de artikelen 2 en 3 van dit besluit, alsmede van een gedetailleerde begroting, waarin onder meer de eventuele andere financieringsbronnen zijn vermeld.

Art. 5. De Minister belast met het Gelijke-kansenbeleid, bepaalt het subsidiebedrag dat hij aan het project verleent, rekening houdend met :

1° de kenmerken van het project, zijnde :

a) de kwaliteit van het project;

b) het bereik en de spreiding van het project;

2° de door de aanvragende organisatie ingediende begroting. De subsidieerbare kosten kunnen betrekking hebben op :

a) uitgaven inherent aan het project; deze uitgaven komen voor maximum 90 % in aanmerking voor subsidiëring;

b) werkingskosten, met inbegrip van de kosten verbonden aan het uitbesteden van opdrachten aan deskundigen en/of aan occasionele medewerkers, voor zover dit noodzakelijk is voor de realisatie van het project; deze kosten komen voor maximum 75 % in aanmerking voor subsidiëring;

c) personeelskosten; deze komen slechts in aanmerking in uitzonderlijke omstandigheden en in voorkomend geval voor maximum 50 %. De uitzonderlijke omstandigheden dienen uiteengezet te worden in een uitvoerig gemotiveerde subsidie-aanvraag.

Art. 6. De organisatie die subsidies ontvangt voor een project inzake 50 jaar vrouwenstemrecht, moet ten laatste drie maanden na het beëindigen van het project een werkingsverslag en een financieel overmaken aan de Minister belast met het Gelijke-kansenbeleid.

Art. 7. Onmiddellijk na de beslissing tot subsidiëring door de Minister belast met het Gelijke-kansenbeleid, wordt de eerste schijf van dertig procent van de toegezegde subsidies aan de indienende organisatie uitgekeerd. De tweede schijf van dertig procent wordt aan de indienende organisatie uitgekeerd na indiening van de bewijsstukken die betrekking hebben op de eerste schijf. Het saldo wordt uitgekeerd na indiening van het activiteitenverslag en het financieel verslag.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998 en eindigt op 31 december 1998.

Art. 9. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Gelijke-kansenbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
belast met het Gelijke-Kansenbeleid,
Mevr. M. SMET